

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 180

28 janvier 2011

SOMMAIRE

Alkor Investment S.A.	8596	Emresa S.A.	8636
Association Gaïa Luxembourg	8594	EP Salzgitter S.à r.l.	8613
Belgrave Capital Luxembourg S.A.	8625	Ermesinde 2 S.à r.l.	8636
Car - Project S.à r.l.	8594	ETI Electronique Tôlerie Intégration S.à r.l.	8637
Carson International S.A.	8608	Eurofund Properties Corp. S.A.	8635
CFOLB Venture One S.A.	8624	Europäische Versicherungsbörse G.m.b.H.	8636
CFOLB Venture One S.A.	8624	European Rail Freight I S.à r.l.	8637
CFOLB Venture One S.A.	8624	Euro-Physics S.A.	8637
CFOLB Venture One S.A.	8623	Excellux S.à r.l.	8638
CFOLB Venture One S.A.	8609	Ferrange Trading S.A.	8638
Chinese King S.à r.l.	8624	Fibomi S.A.	8638
CIL Luxembourg	8624	FIDAL - Gestion & Conseils S.à r.l.	8639
CL Equipements s.à r.l.	8632	Fidiac s.à r.l.	8637
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services)	8639
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Fimo Holding S.A.	8639
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Fimo Holding S.A.	8640
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Fimo Holding S.A.	8640
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Fimo Holding S.A.	8640
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	Fimo Holding S.A.	8640
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	First Industrial S.A.	8640
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	Forseti Acquisitions S.A.	8638
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	Global Foods S.à r.l.	8635
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Heritage Centra Investors S.à r.l.	8625
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8634	Heritage Centra Investors S.à r.l.	8633
Commercial & Industrial Investment Com- pany S.A.	8633	Lux Techni Peinture S.A.	8609
Comptoir Foncier de Holzem S.A.	8635	Schaack - Floener	8638
Copimmo S.A.	8635	Top Novelty Luxembourg Holding S.A. ..	8639
DAGON HOLDING Société Anonyme ..	8635	WM Holding Sàrl	8634
EB Invest S.à r.l.	8636	WM Holding Sàrl	8632
Ellit S.A.	8637	WM Investments Sàrl	8638
		WM Investments Sàrl	8636

Car - Project S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 12A, allée John W. Léonard.
R.C.S. Luxembourg B 49.676.

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171090/10.

(100197960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Association Gaïa Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-7481 Tuntange, 9, rue Ueleschter.
R.C.S. Luxembourg F 8.563.

STATUTS

Entre les soussignés:

1. Anne GIMBER, employée, 9 rue Ueleschter, L-7481 Tuntange, Française
2. Valérie GIMBER, employée, 46 rue Nicolas Mersch, L-5861 Luxembourg, Française
3. Yvan GARACH, employé, 46 rue Nicolas Mersch, L-5861 Luxembourg, Français

Et tous ceux qui deviendront membres par la suite, et constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

I. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination de " Association Gaïa Luxembourg "

Art. 2. L'association a pour objet le développement et la promotion de toutes formes de manifestations culturelles ou artistiques locales et/ou internationales dans le but d'améliorer les connaissances et échanges des différentes cultures présentes dans le territoire du Grand-duché de Luxembourg.

Art. 3. L'association a son siège social à Luxembourg, 9, rue Ueleschter, L-7481 Tuntange. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

II. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

III. Membres

Art. 6. Peut devenir membre effectif de l'association toute personne à jour de sa cotisation annuel dont le prix sera fixé par l'assemblée générale.

Art. 7. Le nombre minimum des membres associés est de trois

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 1 mois À partir de l'envoi de la mise en demeure.

Art. 9. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

- En cas d'infraction grave aux présents statuts,
- En cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration, ou porté à son attention.

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

IV. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressé un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 11. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

V. Administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de deux ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier.

Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou tout autre moyen approprié.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 15. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

IV. Contributions et Cotisations

Art. 16. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 17. La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

VII. Mode d'établissement des comptes

Art. 18. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

VIII. Modification des statuts

Art. 19. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 20. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

IX. Dissolution et Liquidation

Art. 21. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

X. Dispositions finales

Art. 23. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparant déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2010166650/87.

(100191037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Alkor Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.172.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-second of November.

Before Me Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

“Osiris Trustees Limited”, a company incorporated and existing under the laws of Jersey, established and having its registered office at JE4 OZE Jersey, St Helier, 13 Castle Street, (Channel Islands) (the Shareholder), acting as trustee of “Alkor Investment Trust”, a trust governed by the laws of Jersey.

being represented by Mr Christian KLAR, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a Luxembourg société anonyme which it declared to establish.

Chapter I - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration.**1 Art. 1. Form, Corporate name.**

1.1 There is hereby formed a Luxembourg société anonyme (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitization, as amended (the "Securitization Law").

1.2 The Company exists under the name of “Alkor Investment S.A.”.

1.3 The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the company.

2 Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Sole Shareholder of the Company or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3 Art. 3. Corporate object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as securitization vehicle for one or several securitization operations governed by and subject to the Securitization Law.

3.2 The Company may enter into any transaction by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to claims or assets, including loans, receivables or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company either directly or through another securitisation entity will be financed by the issuance of securities by itself the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

(a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities, bonds notes, commercial paper, certificates, options and swap and other debt instrument and debt security or any other financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

(b) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

(c) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments;

(d) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions; and

(e) issue bonds, convertible bonds, notes or any other form of debt securities or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company. Such securities may be issued by way of private or public placement (whether listed on a stock exchange or not), without however issuing these Securities in a manner which would require the Company to obtain a license under Article 19 of the Securitisation Law.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development of its corporate object.

4 Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

5 Art. 5. Compartments.

5.1 The Board of Directors is entitled to create one or more compartments, each corresponding to a separate part of the Company's estate.

5.2 The rights of holders of instruments issued in respect of a compartment and the rights of creditors that relate to or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment are limited to the assets of that compartment.

5.3 Subject to clause 6.6. below, the assets of each compartment are exclusively available to satisfy the rights of the holders of instruments issued in respect of that compartment and the rights of creditors that have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment.

5.4 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the instruments issued in respect of a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets in such compartment, the Board of Directors may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the company.

5.5 The Board of Directors (or its delegate) shall establish and maintain separate accounting records for each of the compartments of the Company for the purpose of ascertaining the assets affected to each compartment, such accounting records to be conclusive evidence of the assets contained in each compartment in the absence of manifest error.

5.6 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Directors between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

5.7 The liquidation of a compartment may be decided by the Board of Directors.

Chapter II - Share capital

6 Art. 6. Capital.

6.1 The share capital may be represented by class A shares ("Class A Shares") and class B shares ("Class B Shares") (with all Class A Shares and Class B Shares in issuance from time to time being referred to as the "Shares").

6.2 The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (€31,000) divided into thirty one (31) Class A Shares each with a par value of one Euro (€1,000) each, fully paid up (by 100%).

6.3 Shares are freely transferable by any shareholder.

6.4 In addition to the subscribed share capital, the Company's authorized share capital is set at ten million Euro (€10,000,000) which may be represented by Class A Shares or Class B Shares at the option of the Board of Directors with or without share premium, and such share premium may be allocated to the Class A Shares only, the Class B Shares only or both the Class A Shares and the Class B Shares.

6.5 The Board of Directors is hereby authorised to issue convertible bonds and Shares, the latter exclusively by way of conversion of convertible bond so as to bring the total corporate capital of the Company up to the total authorised corporate capital referred to in Article 6.3 above in whole or in part as the Board of Directors in its discretion may determine, and to accept subscriptions for such convertible bonds and Shares subject to the limits and conditions set out in article 9.

6.6 In addition to the share capital, the Company may have one or several free share premium accounts into which any premium paid on any share shall be allocated to the relevant class of Shares and the balance of which shall be available for distribution to the holders of the relevant shares in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, distribution as dividends, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve.

7 Art. 7. Form of the shares.

7.1 The shares are in registered form only (actions nominatives).

7.2 A register of the shareholder(s) of the Company (the "Share Register") shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

8 Art. 8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

9 Art. 9. Modification of capital and Preferential subscription rights.

9.1 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 Subject to the provisions of the 1915 Law, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential subscription right shall be proportional to the fraction of the share capital represented by the shares held by the shareholder.

9.3 The preferential subscription rights of shareholders may be limited or cancelled by a resolution of the general meeting of shareholders called upon to resolve, in accordance with the conditions prescribed by the 1915 Law for amendments to the Articles, on the increase of the Company's share capital or upon the authorization to increase the Company's share capital.

9.4 Notwithstanding the provisions of article 9.1 above, within the limits of the authorized share capital set out under article 6.4, the Board of Directors is authorized, during a five years period starting from the date of publication of the Articles in the Luxembourg legal gazette without prejudice to any renewals, to increase the issued share capital on one or more occasions within the limits of the authorized share capital. In this respect the Board of Directors is authorized and empowered to:

- limit or cancel the preferential subscription rights of the existing shareholders;
- determine the conditions of any capital increase made within the limits of the authorized capital including through contributions in cash or in kind, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new shares or following the issue and exercise of bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided) or following the issue of bonds with any rights to subscribe for shares attached, or of any other financial instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, shares or in any other manner determined by the board of directors;
- set the subscription price with or without issue premium, the date from which the shares or other financial instruments will carry beneficial rights and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid financial instruments as well as all the other conditions and terms of such financial instruments including as to their subscription, issue and payment; and
- to take any necessary actions to amend article 6.2 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this sub-paragraph 9.4 as well as the corresponding reduction of the remaining authorised capital in clause 6.5. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. Furthermore the Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company the power of accepting subscriptions and receiving payment for any convertible bonds and Shares to be issued in accordance with Article 6.4 and to implement conversion of any convertible bonds issued by the Company into Shares.

9.5 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law in accordance with article 49-2 ff. of the 1915 Law.

Chapter III - Bonds, Notes and Other debt instruments

10 Art. 10. Registered or Bearer form. The Company may issue bonds, convertible bonds, notes or other debt instruments under registered form. Bonds, convertible bonds, notes, certificates or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV - Directors, Board of directors, Independent auditors

11 Art. 11. Board of directors or Sole director.

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, who need not be shareholders.

11.2 In case of plurality of directors, the shareholder(s) may designate the appointed directors as class A directors (the "Class A Directors") or class B directors (the "Class B Directors"). The shareholder(s) may change the qualification of any appointed director at any time.

11.3 In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that all the shares of the Company are held by one single shareholder, the Company may be managed by one single director (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders

acknowledging the existence of more than one shareholder. In these Articles, any reference to the Board of Directors shall be a reference to the Sole Director (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

11.4 A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative in accordance with article 51bis of the 1915 Law who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.5 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders or by the Sole Shareholder for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders or by the Sole Shareholder. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.6 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

12 Art. 12. Meetings of the board of directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed, provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13 Art. 13. General powers of the board of directors.

13.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders or the Sole Shareholder fall within the competence of the Board of Directors.

13.2 The Board of Directors is authorized to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in such manner as the Board of Directors deems appropriate.

14 Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has an interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm, provided that paragraph 14.3 is complied with.

14.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any Director of the Company may have any opposing interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such opposing interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

14.4 If there is only one Director, by derogation to paragraph 14.3, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest opposing with that of the Company.

14.5 The provisions of the preceding paragraphs do not apply to decisions of the Board of Directors or of the Sole Director concerning day-to-day operations entered into under normal conditions.

15 Art. 15. Delegation of powers.

15.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine.

15.2 The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

16 Art. 16. Representation of the company.

16.1 Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signatures of one Class A Director and one Class B Director, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

16.2 In case there is only one class of Directors, the Company shall be bound by the joint signature of any two Directors or by the sole signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors of the Company, but only within the limits of such power.

16.3 In case of a Sole Director, the Company shall be bound by its sole signature.

17 Art. 17. Independent auditor.

17.1 The accounts of the Company are audited by one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises) appointed by the Board of Directors.

17.2 The registered independent auditor(s) is/are appointed for a determined period amongst the auditors registered with the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

17.3 The independent auditor(s) is/are re-eligible.

Chapter V - General meeting of shareholders

18 Art. 18. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

18.1 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of shareholders and shall take the decision in writing.

18.2 In the event of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

18.3 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen (15) days before the meeting. In the event that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

18.4 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

18.5 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, only the forms received by the Company three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to shall be taken into account. In the event that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive the three (3) days requirement,

18.6 The shareholders are entitled to participate in the meeting by teleconference or by way of telecommunications allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means of communication must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting whereof the deliberations are transmitted on a continuous basis.

18.7 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

18.8 The unanimous consent of all the shareholders is required for (i) any amendment to the Articles, (ii) the change of the nationality of the Company and (iii) any increase or reduction of the commitments of its shareholders.

19 Art. 19. Place and Date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the 15th day of the month of May, and for the first time in 2012. If such day is a Saturday, Sunday or a public holiday, the annual general meeting of shareholders will be held on the next following business day.

20 Art. 20. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of any shareholder.

21 Art. 21. Votes. Each share is entitled to one vote.

Chapter VI - Business year, Distribution of profits

22 Art. 22. Business year.

22.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2011.

22.2 The Board of Directors shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

23 Art. 23. Distribution of profits.

23.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

23.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

23.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII - Dissolution, Liquidation

24 Art. 24. Dissolution, Liquidation.

24.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders adopted in accordance with the procedure applicable to the amendment of the Articles or by a decision of the Sole Shareholder.

24.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders.

24.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders, the Directors shall be deemed to be liquidator(s) vis-à-vis third parties.

Chapter VIII - Applicable law

25 Art. 25. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitization Law of 22 March 2004.

Subscription and Payment

All the 31,000 (thirty-one thousand) A shares representing the capital have been entirely subscribed by Osiris Trustees Limited on behalf of Alkor Investment Trust, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of thirty-one thousand Euro (€ 31,000) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 4,000.-

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named sole shareholder took the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg], Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following have been elected as Directors, their term of office shall expire on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:1

a) Roland Ebsen, as Class A Director, with professional address at 77, route de Treves, L - 6793 Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Alexandre Dumont, as Class B Director, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L -1273 Luxembourg , Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Christian Klar, as Class B Director, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L - 1273 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German, the English version will prevail.

Whereof, the present notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Follows the german translation

Im Jahre zweitausendundzehn, am zweiundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg (Luxemburg).

ist erschienen:

„Osiris Trustees Limited“, eine Gesellschaft gegründet und existierend unter dem Recht von Jersey mit ihrem Geschäftssitz in JE4 OZE Jersey, St Helier, 13 Castle Street, (Channel Islands) (der Aktionär), handelnd als Treuhänder des „Alkor Investment Trust“, ein Trust nach den Gesetzen Jersey's

vertreten durch Herrn Christian KLAR, Privatangestellter, beruflich wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Privatvollmacht, welche paraphiert „ne varietur“ durch die erschienene Person und dem unterzeichnenden Notar, diesem Dokument beigelegt bleibt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung der Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Kapital I.

I. Form, Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz, Zweck und Dauer

Art. 1. Form, Gesellschaftsname.

1.1 Hierdurch ist gegründet eine Aktiengesellschaft (société anonyme) (die „Gesellschaft“) nach luxemburgischem Recht und insbesondere nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie ergänzt (das „1915 Gesetz“) und durch die vorliegende Satzung (die „Satzung“). Die Gesellschaft soll den Vorschriften des Verbriefungsgesetzes vom 22. März 2004, wie ergänzt (das „Verbriefungsgesetz“), unterliegen.

1.2. Der Name der Gesellschaft ist „Alkor Investment S.A.“

1.3 Die Gesellschaft kann im Zeitpunkt der Gründung einen Aktionär haben (der „Einzelaktionär“) oder wenn alle ihre Aktien durch eine einzige Person gehalten werden. Tod, Insolvenz, Liquidation oder Bankrott des Einzelaktionärs führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann zu jeder anderen Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Beschluss des Einzelaktionärs der Gesellschaft oder im Falle von mehreren Aktionären durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, welche sich in der für Satzungsänderungen vorgesehenen Weise beraten.

2.3 Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann er jederzeit an einen anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

2.4 Sollten politische, ökonomische oder soziale Umstände außergewöhnlicher Natur die Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern oder zu behindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Maßnahme berührt, auch durch die Sitzverlegung, nicht die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft. Der Beschluss zur Sitzverlegung in ein anderes Land wird durch den Verwaltungsrat getroffen.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft ist als Verbriefungsgesellschaft für eine oder mehrere Verbriefungstransaktionen nach dem Verbriefungsgesetz zu handeln.

3.2 Die Gesellschaft kann in jede Transaktion eintreten, durch welche sie direkt oder indirekt oder durch eine andere Gesellschaft Risiken im Zusammenhang mit Forderungen oder Vermögensgegenständen, einschließlich Krediten, Forderungen oder Verbindlichkeiten von Drittparteien oder inhärent in allen oder Teilen von durch Dritten ausgeübten Aktivitäten, erwirbt oder übernimmt. Der Erwerb oder die Übernahme solcher Risiken durch die Gesellschaft entweder direkt oder indirekt durch eine andere Gesellschaft wird durch die Ausgabe von Wertpapieren finanziert, deren Wert oder Ertrag von den erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt.

3.3 Ohne Beschränkungen der Allgemeinheit der vorhergehenden Klausel, kann die Gesellschaft insbesondere:

(a) jedes Wertpapier, Bonds, commercial paper, Zertifikate, Optionen und Swaps und andere Schuldinstrumente und Schuldverschreibungen oder jedes andere Finanzinstrument (im weitesten Sinn des Wortes), ausgegeben von internati-

onalen Instituten oder Organisationen, Staaten, öffentlichen und privaten Gesellschaften zeichnen oder in irgendeiner anderen angemessenen Form erwerben;

(b) ihre Vermögensgegenstände in solcher Weise verkaufen, übertragen, abtreten, belasten oder anderweitig veräußern für eine Gegenleistung, welche der Verwaltungsrat oder jede für diesen Zweck ernannte Person zu diesem Zeitpunkt genehmigt;

(c) zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks alle ihre Vermögensgegenstände, Wertpapiere oder andere Finanzinstrumente verwalten, verwenden oder anderweitig nutzen;

(d) in Derivatetransaktionen und jede vergleichbare Transaktionen eintreten und ausführen (einschließlich, aber nicht limitiert auf Swaps, Futures, Termingeschäfte und Optionen); und

(e) Obligationen, Wandelanleihen, Anleihen oder jede andere Form von Schuldverschreibungen oder Eigenkapitalinstrumenten emittieren, deren Verzinsung oder Wert von den erworbenen oder übernommenen Risiken der Gesellschaft abhängt. Solche Wertpapiere können im Wege der Privatplatzierung oder öffentlichen Emission (ob an einer Wertpapierbörse gelistet oder nicht) emittiert werden, ohne jedoch diese Wertpapiere auf eine Weise zu emittieren, welche eine Lizenz nach Artikel 19 der Verbriefungsgesetzes für die Gesellschaft erfordern würde.

3.4 die Gesellschaft kann jede Maßnahme zur Sicherung ihrer Rechte treffen und jede Transaktionen wie auch immer durchführen, welche direkt oder indirekt verbunden mit oder nützlich für ihren Gesellschaftszweck sind und welche geeignet sind, die Erfüllung oder Entwicklung des Gesellschaftszwecks zu fördern.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 5. Compartments.

5.1 Der Verwaltungsrat ist berechtigt ein oder mehrere Compartments zu schaffen, jedes korrespondierend zu einem separaten Teil des Gesellschaftsvermögens.

5.2 Die Rechte der Eigentümer von aus einem Compartment emittierten Instrumenten und die Rechte von Gläubigern, welche sich beziehen auf oder entstanden sind im Zusammenhang mit der Schaffung, der Fortführung oder der Liquidation eines Compartments sind begrenzt auf die Vermögensgegenstände dieses Compartments.

5.3 In Abhängigkeit von Artikel 6.6, die Vermögensgegenstände jedes Compartments sind exklusiv verfügbar, um die Rechte der Eigentümer der im Zusammenhang mit diesem Compartment emittierten Instrumente und die Rechte von Gläubigern, welche sich beziehen auf oder entstanden sind im Zusammenhang mit der Schaffung, der Fortführung oder der Liquidation dieses Compartments, zu erfüllen.

5.4 Unabhängig vom Vorherstehenden, falls, nach der vollständigen Einlösung oder Rückzahlung der Instrumente, welche im Zusammenhang mit einem Compartment emittiert wurden und der vollständigen Erfüllung und Beendigung aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber Gläubigern, deren Ansprüche im Zusammenhang mit der Schaffung, der Fortführung oder der Liquidation dieses Compartments entstanden sind, Vermögensgegenstände in einem solchen Compartment verbleiben, kann der Verwaltungsrat solche Vermögensgegenstände einem anderen Compartment oder dem allgemeinen Vermögen der Gesellschaft zuordnen.

5.5 Der Verwaltungsrat (oder seine Vertreter) sollen separate Rechnungslegungsunterlagen für jedes Compartment der Gesellschaft mit dem Zweck erstellen und führen, einwandfrei die jedem Compartment zugeordneten Vermögensgegenstände festzustellen, solche Rechnungslegungsunterlagen sollen, abgesehen von offensichtlichen Fehlern, der endgültige Beweis der in jedem Compartment enthaltenen Vermögensgegenstände sein,.

5.6 Forderungen, welche nicht im Zusammenhang mit der Schaffung, der Fortführung oder der Liquidation eines bestimmten Compartments entstanden sind, können aus dem allgemeinen Vermögen der Gesellschaft gezahlt werden oder können durch den Verwaltungsrat zwischen den Compartments der Gesellschaft auf einer pro rata Basis auf die Vermögensgegenstände jener Compartments oder auf solche andere Basis wie es angemessen erscheint, verteilt werden.

5.7 Die Liquidation eines Compartments kann durch den Verwaltungsrat entschieden werden.

II. - Aktienkapital

Art. 6. Aktienkapital.

6.1 Das Aktienkapital kann in zwei Aktienklassen, namentlich in Aktien der Klasse «A» und Aktien der Klasse «B» aufgeteilt werden (mit allen Klasse A Aktien und Klasse B Aktien von Zeit zu Zeit in Emission als die Aktien bezeichnet).

6.2 Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft ist auf einunddreißigtausend Euro (€31.000) festgesetzt, geteilt in einunddreißig (31) Klasse A Aktien mit einem Nominalwert von 1.000 Euro (€1.000) jede, voll eingezahlt (100%).

6.3 Die Aktien sind frei übertragbar durch jeden Aktionär.

6.4 Zusätzlich zum gezeichneten Aktienkapital, wird das autorisierte Kapital der Gesellschaft auf zehn Millionen Euro (€10.000.000) festgesetzt, welches durch Klasse A Aktien und Klasse B Aktien nach Wahl des Verwaltungsrates mit oder ohne Aufgeld dargestellt werden kann, und ein derartiges Aufgeld kann einzig den Klasse A Aktien, einzig den Klasse B Aktien oder beiden Aktienklassen zugeordnet werden.

6.5 Der Verwaltungsrat ist hierdurch autorisiert, Wandelanleihen und Aktien zu emittieren, letztere einzig durch Wandlung der Wandelanleihen in einer Weise um das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft, ganz oder zum Teil wie

der Verwaltungsrat in seinem Ermessen bestimmen kann, bis auf das autorisierte Aktienkapital nach Artikel 6.3 zu bringen, und Zeichnung für derartige Wandelanleihen und Aktien gemäß der Limits und Konditionen nach Artikel 9 zu akzeptieren.

6.6 Zusätzlich zum Aktienkapital kann die Gesellschaft ein oder mehrere Aufgeldrücklagen bilden, in welches auf jede Aktie gezahltes Aufgeld, der relevanten Aktienklasse zugeordnet werden soll und deren Gesamtwert für Ausschüttungen an die Eigentümer der relevanten Aktien im Zusammenhang mit einer Kapitalherabsetzung, dem Rückkauf eigener Aktien, Ausschüttungen als Dividende, Liquidation oder jede andere Transaktion wie auch immer resultierend in der Rückzahlung des Aufgeldes oder der Rücklage, zur Verfügung stehen soll.

Art. 7. Aktienform.

7.1 Die Aktien sind Namensaktien.

7.2 Es wird am Sitz der Gesellschaft ein Register (das „Aktienregister“) geführt, in welches jeder Aktionär Einsicht nehmen kann. Ein derartiges Aktienregister soll den Namen von jedem Aktionär aufführen, seinen Sitz oder sein gewähltes Domizil, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, der auf jede diese Aktien eingezahlte Betrag und die Übertragung von Aktien und das Datum solchen Übertrags. Das Eigentum der Aktien wird durch den Eintrag in das Aktienregister festgehalten.

Art. 8. Zahlung von Aktien. Zahlungen auf im Zeitpunkt der Zeichnung nicht vollständig eingezahlte Aktien können zu einer Zeit und zu Konditionen, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festlegt, erbracht werden. Jeder auf nicht vollständig eingezahlte Aktien eingeforderter Betrag soll allen nicht vollständig eingezahlten ausstehenden Aktien gleichmäßig belastet werden.

Art. 9. Änderung des Aktienkapitals und Vorrangige Bezugsrechte.

9.1 Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden durch Beschluss der Aktionäre, sofern dieser durchgeführt wird auf eine Weise, welche den rechtlichen Anforderungen für die Änderung der Satzung entspricht..

9.2 Gemäß den Bestimmungen des 1915 Gesetzes, soll jeder Aktionär vorrangige Bezugsrechte im Falle der Ausgabe von neuen Aktien gegen Barmittel haben. Solche vorrangigen Bezugsrechte sollen proportional zum Anteil am Aktienkapital präsentiert durch die vom Aktionär gehaltenen Aktien sein.

9.3 Das vorrangige Bezugsrecht von Aktionären kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, einberufen um, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des 1915 Gesetzes für Satzungsänderungen, die Erhöhung des Aktienkapitals der Gesellschaft oder die Autorisierung der Erhöhung des Aktienkapitals der Gesellschaft zu beschließen, begrenzt oder annulliert werden.

9.4 Unabhängig von den Bestimmungen des Artikel 9.1, in den Grenzen des autorisierten Aktienkapitals nach Artikel 6.4, ist der Verwaltungsrat autorisiert, innerhalb einer 5 jährigen Periode, beginnend mit dem Datum der Veröffentlichung der Satzung im Luxemburger Amtsblatt, ohne Beschränkung durch jedwede Erneuerung, das gezeichnete Aktienkapital in den Grenzen des autorisierten Aktienkapitals an einer oder mehreren Gelegenheiten zu erhöhen. Diesbezüglich ist der Verwaltungsrat autorisiert und ermächtigt:

- vorrangige Bezugsrechte von existierenden Aktionären zu begrenzen oder zu annullieren;
- die Konditionen jeder Kapitalerhöhung, durchgeführt in den Grenzen des autorisierten Kapitals, festzulegen, einschließlich Einbringung von Barmitteln oder Sachwerten, durch Inkorporierung von Rücklagen, Aufgeldern oder Gewinnvorträgen, mit oder ohne Ausgabe von neuen Aktien oder im Anschluss an die Ausgabe und Ausübung von Anleihen, wandelbar in oder rückzahlbar durch oder tauschbar in Aktien (ob in den Konditionen im Ausgabezeitpunkt vorgesehen oder später vorgesehen) oder im Anschluss an die Ausgabe von Anleihen mit jedmöglichem Recht Aktien zu zeichnen, oder durch jedes andere Finanzinstrument, welches ein Anspruch auf oder ein Recht zur Zeichnung von Aktien trägt oder in jeder andern von dem Verwaltungsrat bestimmten Weise;
- den Ausgabepreis mit oder ohne Aufgeld festzulegen, das Datum, von welchem beginnend die Aktien oder anderen Finanzinstrumente wirtschaftliche Rechte haben, festzulegen und, falls zutreffend, die Dauer, Amortisation, andere Rechte (einschließlich vorzeitiger Rückzahlung), Zinssatz, Umtauschverhältnis und Tauschverhältnis der vorstehenden Finanzinstrumente sowie alle anderen Konditionen und Bestimmungen solcher Finanzinstrumente einschließlich ihrer Zeichnung, Ausgabe und Zahlung festzulegen; und
- alle notwendigen Handlungen vorzunehmen, um Artikel 6.2 der vorliegenden Satzung abzuändern, um die Veränderung des Aktienkapitals nach einer Kapitalerhöhung gemäß Artikel 9.4 zu dokumentieren sowie die entsprechende Reduzierung des verbleibenden autorisierten Kapitals in Artikel 6.5. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die erforderlichen Maßnahmen für die Ausführung und Veröffentlichung solcher Änderungen in Übereinstimmung mit dem Gesetz vorzunehmen oder zu autorisieren. Darüber hinaus ist der Verwaltungsrat befugt, die Akzeptanz von Zeichnungen und die Entgegennahme von Zahlungen für alle emittierten Wandelanleihen oder Aktien im Einklang mit Artikel 6.4 sowie die Umwandlung von jeglichen von der Gesellschaft emittierten Wandelanleihen in Aktien an jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied zu delegieren.

9.5 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien in den vom 1915 Gesetz in Übereinstimmung mit Art 49-2 ff festgelegten Grenzen zurückkaufen.

Kapitel III - Bonds, Anleihen und Andere Schuldinstrumente

Art. 10. Namens - Oder Inhaberform. Die Gesellschaft kann Anleihen, Wandelanleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldinstrumente in registrierter Form ausgeben. Anleihen, Wandelanleihen, Schuldverschreibungen, Zertifikate und andere Schuldinstrumente in registrierter Form können nicht in Inhaberpapiere getauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV - Verwaltungsrat, Geschäftsführung, Unabhängiger Wirtschaftsprüfer

Art. 11. Verwaltungsrat oder einzelner Verwaltungsrat.

11.1 Im Falle von mehreren Aktionären muss die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat bestehend aus mindestens 3 Mitgliedern, welche nicht Aktionäre sein müssen, verwaltet werden.

11.2 Im Falle mehrerer Verwaltungsräte, können die Aktionäre A-Verwaltungsratsmitglieder („Klasse A VWR“) und B-Verwaltungsratsmitglieder („Klasse B VWR“) ernennen. Die Aktionäre können den Status jedes ernannten Verwaltungsrates jederzeit ändern.

11.3 Sofern die Gesellschaft durch einen Einzelaktionär gegründet wurde oder, im Rahmen einer Generalversammlung der Aktionäre, festgestellt wird, dass alle Aktien der Gesellschaft durch einen einzigen Aktionär gehalten werden, kann die Gesellschaft durch einen einzigen Verwaltungsrat verwaltet werden. Dies gilt bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre, in welcher die Existenz von mehr als einem Aktionär festgestellt wird. In dieser Satzung soll jeder Bezug auf den Verwaltungsrat eine Referenz auf den einzigen Verwaltungsrat sein (im Fall das die Gesellschaft nur einen Verwaltungsrat hat) solange die Gesellschaft nur einen Aktionär hat.

11.4 Eine Gesellschaft kann Mitglied im Verwaltungsrat sein oder kann der einzige Verwaltungsrat der Gesellschaft sein. In diesem Fall muss diese Gesellschaft einen ständigen Vertreter bestimmen in Übereinstimmung mit Artikel 51bis des 1915 Gesetzes, welcher diese Funktion im Namen und für die Gesellschaft ausführen soll. Die Gesellschaft kann den ständigen Vertreter nur abberufen, wenn gleichzeitig ein Nachfolger ernannt wird.

11.5 Die Verwaltungsräte oder der einzige Verwaltungsrat werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für einen Zeitraum von nicht mehr als sechs (6) Jahren ernannt. Wiederwahl von Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig. Die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär kann die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit abberufen. Sie verbleiben in ihrer Funktion bis ihre Nachfolger ernannt sind. Falls ein Verwaltungsrat ohne Angabe der Dauer seines Mandats ernannt wird, gilt eine Ernennung von 6 Jahren vom Datum seiner Wahl.

11.5 Wird die Position eines Verwaltungsratsmitglieds frei durch Tod, Ruhestand oder andere Gründe, so sind die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder berechtigt, sich zu treffen und, durch Mehrheitsbeschluss, die freie Stelle vorübergehend bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre zu besetzen, welche diese Wahl dann genehmigen muss.

Art. 12. Sitzungen des Verwaltungsrates.

12.1 Der Verwaltungsrat soll aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“) wählen. Falls der Vorsitzende nicht in der Lage ist anwesend zu sein, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied vertreten, welches für diesen Zweck unter den in der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern gewählt wird.

12.2 Sitzungen des Verwaltungsrates werden durch den Vorsitzenden oder jedes Verwaltungsratsmitglied einberufen. Sofern alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind, können sie alle Einladungsformalitäten aufheben.

12.3 Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

12.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer schriftlichen Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann auch ein anderes Verwaltungsratsmitglied ernennen, ihn per Telefon zu vertreten. Dies ist nachfolgend schriftlich zu bestätigen.

12.5 Alle Beschlüsse des Verwaltungsrates erfordern einfache Stimmenmehrheit. Im Falle von Stimmgleichheit hat der Vorsitzende ein Zweitstimmrecht.

12.6 Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Videokonferenz oder Konferenzschaltungen ist erlaubt, vorausgesetzt eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer ist gewährleistet. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich und eine Stimmenabgabe per Videokonferenz oder durch Telefon ist autorisiert.

12.7 Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch einstimmig schriftlich durch Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden. Die Beschlussfassung kann in einem oder mehreren separaten, durch Fax oder e-mail gesandten, Dokumenten erfolgen. Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Das Datum der Beschlussfassung soll das Datum der letzten Unterschrift sein.

12.8 Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telefax, e-mail oder durch Telefon gefasst werden. Eine solche telefonische Billigung muss nachfolgend schriftlich bestätigt werden.

12.9 Über die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates werden Protokolle geführt, welche von allen anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Auszüge sollen durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder durch 2 Mitglieder des Verwaltungsrates bestätigt werden.

Art. 13. Befugnisse des Verwaltungsrates.

13.1 Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

13.2 Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Vermögensgegenstände der Gesellschaft auf solche Weise zu übertragen, abzutreten oder zu verfügen wie es dem Verwaltungsrat angemessen erscheint.

Art. 14. Interessenkonflikte.

14.1 Kein Vertrag oder keine Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft oder Firma soll durch den Umstand berührt sein oder ungültig sein, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein Interesse in der anderen Gesellschaft haben oder ein Verwaltungsrat Mitglied des Verwaltungsrates, leitender Angestellter oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft oder Firma ist, vorausgesetzt die Bestimmungen des Artikel 14.3 wurde eingehalten.

14.2 Jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitende Angestellte, welcher Verwaltungsrat, leitender Angestellter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit welcher die Gesellschaft Verträge oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, soll nicht, einzig durch die Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma, verhindert sein, hinsichtlich solcher Verträge oder Geschäftsbeziehung an Sitzungen teilzunehmen, abzustimmen und für die Gesellschaft zu handeln.

14.3 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein entgegenlaufendes Interesse in einer Transaktion der Gesellschaft hat, soll das betreffende Verwaltungsratsmitglied diesen Umstand dem Verwaltungsrat offenlegen und an der Beratung und Abstimmung solcher Transaktion nicht teilnehmen. Die betreffende Transaktion und das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds in dieser sollen in der folgenden Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft berichtet werden.

14.4 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Verwaltungsrat hat, soll, abweichend von 14.3., das Protokoll nur die Transaktionen zwischen der Gesellschaft und dem einzigen Verwaltungsrat mit einem der Gesellschaft entgegenlaufenden Interesse, erwähnen.

14.5 Die vorhergehenden Bestimmungen gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrates oder des einzigen Verwaltungsrats im Tagesgeschäft, welche unter normalen Konditionen abgeschlossen wurden.

Art. 15. Übertragung der Vertretungsmacht.

15.1 Der Verwaltungsrat kann die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber an jedes Mitglied oder Mitglieder der Verwaltungsrats, leitende Angestellte, oder Angestellte, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen übertragen; deren Ernennung, Abberufung, Befugnisse und Zeichnungsbeziehung werden durch den Verwaltungsrat geregelt.

15.2 Ferner kann der Verwaltungsrat alle Vertretungsmacht oder einzelne Aufgaben an jedwede Personen, welche nicht Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, übertragen, alle leitenden Angestellten und Mitarbeiter ernennen und entlassen und deren Vergütung festlegen.

Art. 16. Vertretung der Gesellschaft.

16.1 Gegenüber dritten Parteien wird die Gesellschaft durch gemeinsame Unterschrift von einem Klasse A VWR und Klasse B VWR vertreten, oder durch Unterschrift jeder Person, an welche Vertretungsmacht durch den Verwaltungsrat übertragen wurde, innerhalb ihrer Vertretungsmacht.

16.2 Sofern nur eine Klasse von Verwaltungsräten vorhanden ist, wird die Gesellschaft durch gemeinsame Unterschrift von beliebigen 2 Verwaltungsratsmitgliedern gebunden oder durch Unterschrift jeder Person, an welche Vertretungsmacht durch den Verwaltungsrat übertragen wurde, innerhalb ihrer Vertretungsmacht.

16.3 Im Falle eines einzigen Verwaltungsratsmitglieds wird die Gesellschaft durch dessen Unterschrift gebunden.

Art. 17. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer.

17.1 Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere, vom Verwaltungsrat ernannten, externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer.

17.2 Der unabhängige Wirtschaftsprüfer ist für einen bestimmten Zeitraum aus den bei der Commission de Surveillance du Secteur Financier registrierten Wirtschaftsprüfern auszuwählen.

17.3 Eine Wiederwahl der externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer ist zulässig.

V. - Generalversammlung der Aktionäre

Art. 18. Rechte des Einzelaktionärs / Generalversammlung der Aktionäre.

18.1 Sofern die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, soll der Einzelaktionär alle Rechte der Generalversammlung haben und soll Beschlüsse schriftlich fassen.

18.2 Bei mehreren Aktionären soll die Generalversammlung der Aktionäre alle Aktionäre der Gesellschaft präsentieren. Die Generalversammlung soll alle Rechte, im weitesten Sinne, haben, um die Tätigkeiten der Gesellschaft auszuführen oder zu bestätigen.

18.3 Die Einberufung der Generalversammlung der Aktionäre erfolgt durch eingeschriebenen Brief an die Adresse der Aktionäre mindestens fünfzehn (15) Tage vor der Generalversammlung. Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten, und bestätigen sie über die Tagesordnung der Generalversammlung informiert zu sein, so können sie auf die Einhaltung der förmlichen Einberufung verzichten.

18.4 Jeder Aktionär ist berechtigt, sich in der Generalversammlung der Aktionäre vertreten zu lassen. Er kann sich aufgrund schriftlicher Vollmacht (oder durch Telefax, e-mail oder vergleichbare Kommunikationsmittel) durch einen Dritten vertreten lassen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht und berechtigt ist, in der Generalversammlung abzustimmen.

18.5 Aktionäre sind berechtigt schriftlich abzustimmen, durch einen Vordruck mit den Möglichkeiten einer positiven Stimmabgabe, einer abschlägigen Stimmabgabe oder Enthaltung. Für die Berechnung des Quorums zählen nur die von der Gesellschaft drei (3) Tage vor der Generalversammlung erhaltenen Vordrucke. Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten, und bestätigen sie über die Tagesordnung der Generalversammlung informiert zu sein, so können sie auf die Einhaltung der drei (3) Tagesfrist verzichten.

18.6 Die Teilnahme an der Generalversammlung durch Konferenzschaltungen oder andere Kommunikationsmittel, welche eine Identifizierung erlauben, ist möglich, und Aktionäre gelten als anwesend für Zwecke des Quorums und der Stimmmehrheit, vorausgesetzt eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer ist gewährleistet. Die Kommunikationsmittel müssen den technischen Standards entsprechen, welche eine effektive Teilnahme an der Generalversammlung garantieren, so dass die Beratung fortlaufend übermittelt wird.

18.7 Sofern nicht anders vorgesehen durch Gesetz oder diese Satzung, bedürfen alle Beschlüsse der Generalversammlung der Aktionäre der einfachen Mehrheit der abgegeben Stimmen, unabhängig vom Anteil des dadurch präsentierten Aktienkapitals.

18.8 Einstimmige Beschlüsse der Aktionäre sind erforderlich für (i) Satzungsänderungen, (ii) Änderung der Nationalität der Gesellschaft und (iii) jede Erhöhung oder Verringerung der Einstandspflicht der Aktionäre.

Art. 19. Ort und Zeitpunkt der ordentlichen Generalversammlung. Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre findet an einem in der Einladung bestimmten Ort innerhalb Luxemburgs statt, jeweils am 15 Mai eines jeden Jahres und erstmalig in 2012 oder, wenn dieser Tag auf einen Tag fällt, der in Luxemburg nicht Bankarbeitstag ist, am nächsten darauf folgenden Bankarbeitstag in Luxemburg statt.

Art. 20. Einberufung der Generalversammlung. Die Generalversammlung der Aktionäre kann durch jedes Verwaltungsratsmitglied einberufen werden. Sie muss einberufen werden, wenn ein Aktionär dies verlangt.

Art. 21. Stimmrechte. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

VI - Rechnungslegung

Art. 22. Geschäftsjahr.

22.1 Das Geschäftsjahr läuft vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme für das erste Wirtschaftsjahr, welches mit dem Tag der Gründung beginnt und am 31. Dezember 2011 endet.

22.2 Der Verwaltungsrat stellt eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung auf. Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre legt der Verwaltungsrat die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft den externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfern vor, die ihrerseits der Generalversammlung der Aktionäre Bericht erstatten.

Art. 23. Ausschüttung von Gewinnen.

23.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent (5%) des Gewinns in die Rechtsrücklage einzustellen. Diese Einstellung ist nicht mehr zwingend, wenn die Rücklage mindestens 10% des Aktienkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

23.2 Nach Einstellung in die Rechtsrücklage beschließt die Generalversammlung die Ergebnisverwendung und Ausschüttung von Gewinnen.

23.3 Der Verwaltungsrat kann die Zahlung von Zwischendividenden in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften beschließen.

VII - Auflösung der Gesellschaft

Art. 24. Auflösung, Liquidation.

24.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre oder durch Beschluss des Einzelaktionärs aufgelöst werden. Der Beschluss muss den Vorschriften zur Satzungsänderung entsprechen.

24.2 Wird die Gesellschaft aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär ernennt die Liquidatoren.

24.3 Falls kein Liquidator ernannt wird durch den Einzelaktionär oder die Generalversammlung gelten die Verwaltungsräte gegenüber dritten Parteien als Liquidatoren.

VIII - Schlussbestimmungen

Art. 25. Anwendbares Recht. Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das 1915 Gesetz und das Verbriefungsgesetz.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Sämtliche einunddreißig (31) Klasse A Aktien wurden durch Osiris Trustees Limited im Namen und für Rechnung von Alkor Investment Trust, vorgenannt, gezeichnet und vollständig in bar einbezahlt, daher stehen der Gesellschaft einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) zur freien Verfügung.

Der Nachweis der obigen Einzahlungen wurde dem unterzeichneten Notar übergeben.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26, 26-3 und 26-5 des 1915 Gesetzes erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründungskosten der Gesellschaft, die von der Gesellschaft getragen werden, werden auf einen Betrag von 4.000.- Euro geschätzt.

Beschlüsse des Einzelaktionärs

Sodann hat der erschienene Einzelaktionär folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.
2. Die nachfolgenden Personen sind zu Verwaltungsräten gewählt, ihr Mandat endet mit der im Jahr 2015 zu haltenden ordentlichen Generalversammlung:
 - a) Roland Ebsen, als Klasse A Verwaltungsrat, mit beruflicher Anschrift 77, route de Treves, L - 6793 Grevenmacher, Luxemburg;
 - b) Alexandre Dumont, als Klasse B Verwaltungsrat, mit beruflicher Anschrift 19, rue de Bitbourg, L -1273 Luxemburg; und
 - c) Christian Klar, als Klasse B Verwaltungsrat, mit beruflicher Anschrift 19, rue de Bitbourg, L - 1273 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass, auf Anfrage der ersten oben genannten Personen, dieses notarielle Dokument in englischer Sprache geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Nachfrage der angesprochenen Personen, dass im Fall einer Divergenz von den englischen und dem deutschen Text die englische Version die entscheidende ist.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die erschienene Person, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat die erschienene Person mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. KLAR und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2010. Relation: LAC/2010/53044. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010162894/699.

(100187881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2010.

Carson International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 10-12, rue 1900.

R.C.S. Luxembourg B 54.037.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171091/10.

(100198520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

CFOLB Venture One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 88.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171093/10.

(100197728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Lux Techni Peinture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5862 Hesperange, 3, rue de la Montagne.
R.C.S. Luxembourg B 157.292.

STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-quatre novembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg);

ont comparu:

1° Monsieur Sacha DUPONT, employé privé, né à Luxembourg, le 26 août 1978, avec adresse professionnelle au 2, rue du Fort Wallis, L2714 Luxembourg;

2° Monsieur Yves HUART, employé privé, né à Luxembourg, le 8 décembre 61, avec adresse professionnelle au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «LUX TECHNI PEINTURE S.A.», (ci-après la «Société»).

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet tous travaux de peinture d'intérieur et d'extérieur et d'isolation.

La société pourra notamment prendre des participations dans toutes sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires.

Elle pourra, en outre, faire toutes les opérations civiles, mobilières, immobilières et financières qui se rattachent à son objet social ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont au porteur, sauf dispositions contraires de la Loi.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard

de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 1^{er} jeudi du mois de mai de chaque année à 17.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration.

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société.

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable.

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2010.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2011.
3. Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration et le premier administrateur-délégué peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration.

Souscription et Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les trois cent dix (310) actions ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Sacha DUPONT, prénommé, cent cinquante-cinq actions	155
2.- Monsieur Yves HUART, prénommé, cent cinquante-cinq actions	155
TROIS CENT DIX actions	310

Toutes ces actions ont été libérées à concurrence de 37,1 % de sorte que la somme de onze mille cinq cents euros (11.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
 2. Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Sacha DUPONT, employé privé, né à Luxembourg, le 26 août 1978, avec adresse professionnelle au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg;
 - b) Monsieur Yves HUART, employé privé, né à Luxembourg, le 8 décembre 1961, avec adresse professionnelle au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg;
 - c) Monsieur Denis MATT, artisan, né à Phalsbourg (France), le 15 juillet 1967, demeurant à F-57400 Sarrebourg, 150, rue Auguste Renoir (France).
 3. Est appelée à la fonction de commissaire aux comptes:

la société «CILLIEN CONSULTING S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-6925 Flaxweiler, 19, rue Geschelt, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 86.180.
 4. Le siège social est établi au L-5862 Hesperange, 3 rue de la Montagne.
 5. Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), l'assemblée nomme Monsieur Denis MATT, artisan, né à Phalsbourg, le 15 juillet 1967, demeurant à F-57400 Sarrebourg, 150, rue Auguste Renoir, aux fonctions de premier président du conseil d'administration, et d'administrateur-délégué de Société, lequel pourra, valablement et vis-à-vis des tiers, engager ladite Société par sa signature individuelle, conformément à l'article treize (13) des statuts de la Société.
 6. Les mandats des administrateurs, des administrateurs-délégués et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2015.
- Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sacha Dupont, Yves Huart, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 30 novembre 2010. LAC / 2010 / 53021. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 décembre 2010.

Référence de publication: 2010165629/217.

(100191296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2010.

EP Salzgitter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 157.230.

—
STATUTES

In the year two thousand ten, on the third day of December.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

European Properties S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B121.620,

represented by Mister Youssef Khayat, with professional address at 34, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, by virtue of a power of attorney signed on 2 December 2010.

The above-mentioned power of attorney, signed by the appearing person and the undersigned notary and initialled "ne varietur", will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party has drawn up the following articles of incorporation of a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Art. 1. Form, Name. There is established by the single shareholder a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of "EP Salzgitter S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office located in the City of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the board of managers (here after called "Board of Managers").

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and

financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries and/or affiliated companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of its subsidiaries and/or affiliated companies, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of its subsidiaries and/or affiliated companies.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may acquire, hold, manage, exchange, finance (including through borrowings from third party lenders) and sell properties and/or participations, in Luxembourg or abroad, in any companies holding properties. The Company may carry out any activity deemed useful for the accomplishment of its object remaining however always within the limitations set forth by the applicable Luxembourg laws and regulations.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by the Law, as the case may be.

Art. 5. Issued capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500.-) divided into five hundred (500) shares, with a nominal value of twenty-five Euros (€ 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several shareholders (i) the shares may be transferred freely amongst shareholders and (ii) the shares may be transferred to non-shareholder(s) only with the authorisation, granted at a general meeting of shareholders, of the shareholders representing at least three quarters (3/4) of the issued capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 7. Increase and Reduction of issued capital. The issued capital of the Company may be increased or decreased one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Law for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 9. Manager(s) and/or Board of Managers. The Company will be managed by one or two Manager(s) acting jointly, who need not be shareholders (the "Manager(s)") or by a board of Managers composed of at least three (3) Managers who need not be shareholders (the "Board of Managers").

The Manager(s) or, as the case may be, the members of the Board of Managers, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their number, for a limited or unlimited period of time, and they will hold office until their successors are elected. They are eligible for re-election, but they may

be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 10. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers (if any) may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary (the "Secretary"), who needs not to be a Manager.

The Board of Managers will meet at least once per calendar year and at such additional times as necessary and upon call of the Chairman, if any or upon call of any Manager. A meeting of the Board of Managers must be convened if any if two Managers so require.

The Chairman, as appointed from time to time, may preside at meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting. In the absence of the Secretary (if any) or if no Secretary has been appointed by the Board of Managers, the chairman of the meeting may appoint any person as secretary pro tempore.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all Managers entitled to attend, notice of Board of Managers meetings shall be given at least twenty-four (24) hours in advance in writing, by electronic mail, fax or by post. Any such notice shall specify the time and place as well as the agenda of the meeting of the Board of Managers and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by electronic mail, fax or by post of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every Board of Managers meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of at least two (2) Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. The Chairman, in case a chairman has been appointed, shall have a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers, if any, will be signed by the Chairman of the meeting and by the Secretary of the meeting, as appointed from time to time. Any proxies will remain attached thereto.

The Secretary, if any, will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

Copies or extracts of the minutes of the Board of Managers which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any Manager.

Art. 12. Powers of the Managers and/or the Board of Managers. The Manager(s) or as the case may be, the Board of Managers, is (are) vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Law to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Manager(s) or as the case may be, the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of Powers. The Manager(s), or as the case may be, the Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by them.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a Manager, manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Managers or any Manager (in case there are two) has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Managers or such Manager shall make known such personal interest to the Board of Managers or the other Manager and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of the member of the Board of Managers or of any Manager therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of its single Manager and in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers or any person(s) to

whom such signatory power has been delegated by the Manager(s), or as the case maybe, the Board of Managers, within the limits of such power.

Art. 16. Liability of a Manager. No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Each Manager is only liable for the performance of its mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a Manager, manager or officer of the Company or its subsidiaries or (2) is or was serving at the request of the Company or its subsidiaries as a Manager, manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the Manager(s) or the Board of Managers, as applicable, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a Manager, manager, or officer) of the Company or its subsidiaries.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a Manager, manager, officer, employee or agent of the Company or its subsidiaries, or is or was serving at the request of the Company or its subsidiaries as a Manager, Manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal, modification or amendment of, or adoption of any provision inconsistent with, this article 17, nor to the fullest extent permitted by applicable law, any modification of law shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant hereto existing at, or with respect to events that occurred prior to, the time of such repeal, amendment, adoption or modification.

The right to indemnification conferred in this article 17 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any Manager, manager, officer, partner, member, employee or agent pursuant to this article 17 shall subrogate the Company to any right such Manager, manager, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 17 shall be contract rights.

Art. 17. Statutory Auditor. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more statutory auditors who need not be shareholders.

The statutory auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such statutory auditors, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as statutory auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 18. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted by the Law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Manager(s) or the Board of Managers, as the case may be, to the shareholders. In such case, the shareholders are under the obligation to, within fifteen (15) days from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and send it to the Company.

Where there is more than one shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the Manager(s) or the Board of Managers, as the case may be, the statutory auditors or, shareholders representing half (1/2) of the issued capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. Where all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by electronic mail, fax or post as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Chairman will preside at all general meetings of the shareholders, except that in his absence the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority of the shareholders present or represented at such meeting.

General meeting of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s) or the Board of Managers (as the case may be), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Manager(s) or the Board of Managers, as the case may be, by the Law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

Art. 21. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of the Articles of Incorporation or, as the case may be, the Law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the issued capital.

Except as otherwise required by the Law or by the Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half (1/2) of the issued capital.

One vote is attached to each share.

Art. 22. Minutes of meetings of the shareholders. The Secretary (if any) will be responsible for keeping the minutes of the general meetings of shareholders.

Copies or extracts of the minutes of the general meetings of shareholders which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any one Manager.

Art. 23. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of October in every year and ends on the last day of September.

Art. 24. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) or the Board of Managers, as the case may be, shall compile an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law and Luxembourg accounting practice.

The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may request a copy or peruse these financial documents from or at the registered office of the Company.

Art. 25. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by the Law, the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers fixe(s) the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 26. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of the Art.s of Incorporation, unless otherwise provided by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
European Properties S.à r.l.	€ 12,500.-	500	€ 12,500.-
TOTAL	€ 12,500.-	500	€ 12,500.-

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the Law have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately one thousand three hundred Euros (€ 1,300.-).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on the last day of September 2011.

Extraordinary general meeting

The appearing party in its capacity as sole Shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1. Resolved to set the number of Managers at three (3) and further resolved to elect the following as Managers for an unlimited period of time:

MR. TIMO HIRTE, born on 30 September 1976, at Ennigerloh, Germany, Manager, having his professional address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

MS. AUDREY NANGLE, born on 22 November 1982, at Dublin, Ireland, Manager, having her professional address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

MR. THORSTEN STEFFEN, born on 20 July 1973, in Wiesbaden, Germany, Manager with business address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2 The registered office shall be at 34, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le trois décembre.

Par devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

European Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, étant inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B121.620.

Représentée par Monsieur Youssef Khayat résidant professionnellement au 34, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée le 2 décembre 2010.

Ladite procuration, signée par le comparant et le notaire instrumentant et paraphée «ne varietur», restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. La Société peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

La Société adopte la dénomination «EP Salzgitter S.à r.l.».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance (ci-après dénommé «Conseil de Gérance»).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion de la Société.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises de quelque forme que ce soit, et la gestion de telles participations. La société peut en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière toutes actions, parts sociales ou autres titres de participations, titres, obligations, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée quelle qu'elle soit. La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion ou au contrôle de toute société ou entreprise.

La Société peut emprunter de quelque manière que ce soit excepté par voie d'offre publique. La Société peut émettre, par voie de placement privé uniquement, des titres, obligations et toutes sortes de titres d'actifs et/ou de passifs. La Société peut prêter des fonds comprenant, mais non limité aux, revenus de tout emprunt et/ou de dettes ou liquidités à ses filiales et/ou sociétés affiliées. La Société peut aussi donner des garanties et gager, transférer, émettre une charge ou autrement créer et concéder une sûreté sur tout ou partie de ses biens pour garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de ses filiales et/ou sociétés affiliées, et, plus généralement, pour son compte et/ou pour le compte de ses filiales et/ou sociétés affiliées.

La Société peut généralement employer toutes techniques et instruments relatifs à ses investissements dans le but de leur gestion efficace, comprenant les techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le crédit, le change de devise, les risques sur les taux d'intérêt et tout autre risque.

La Société peut acquérir, détenir, gérer, échanger, financer (notamment par des emprunts souscrits auprès de tiers prêteurs) et vendre des biens immobiliers et/ou des participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toute société détenant des biens immobiliers. La Société peut exercer toute activité considérée comme utile pour l'accomplissement de son objet restant cependant toujours dans les limites établies par les lois et réglementations applicables luxembourgeoises.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par les associés, suivant les règles de quorum et de majorité prévues par la Loi, selon le cas.

Art. 5. Capital social émis. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-) divisé en cinq cent (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (€ 25,-) chacune et chaque part sociale étant entièrement libérée.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées.

L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou des associés, selon le cas.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Lorsque la Société comporte un associé unique, l'associé unique peut librement céder ou transmettre les parts sociales dont il est propriétaire.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés (i) les parts sociales sont librement cessibles entre associés et (ii) les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés, donné en assemblée générale, représentant les trois quarts (3/4) du capital social émis.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital social. Le capital social émis peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associées adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre évènement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 9. Gérant(s) et/ou Conseil de Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérant(s), agissant conjointement, associés ou non (le(s) «Gérant(s)»), ou par un conseil de gérance composé de trois (3) membres au moins, associés ou non (le «Conseil de Gérance»).

Le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, les membres du Conseil de Gérance seront nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminent leur nombre, pour une durée déterminée ou indéterminée, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 10. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance (le cas échéant) pourra choisir parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Gérant.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président, le cas échéant, ou sur convocation de tout Gérant, au moins une fois par année calendaire ainsi que chaque fois que nécessaire. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux Gérants le demandent.

Le Président, tel que nommé le cas échéant, pourra présider les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera à la majorité des Gérants présents ou représentés un autre président pro tempore. En l'absence du Secrétaire (s'il y en a un) ou si aucun Secrétaire n'a été nommé par le Conseil de Gérance, le président de la réunion pourra désigner toute personne comme secrétaire pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion, une convocation écrite sera envoyée pour toute réunion du Conseil de Gérance à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la tenue de la réunion, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure et l'ordre du jour de la réunion et précisera la nature des opérations devant être discutées. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier de chaque Gérant. Une convocation ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance déterminera de temps à autre. Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant un autre Gérant comme son mandataire.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins deux (2) Gérants sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de la réunion. Le Président, au cas où un président a été nommé, dispose d'une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant à communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance (s'il y en a) seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a un). Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Le Secrétaire (s'il y en a un) sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a un) ou par un Gérant.

Art. 12. Pouvoirs de(s) Gérant(s) et/ou du Conseil de Gérance. Le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance a (ont) les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou par les Statuts à l'associé unique ou aux associés sont de la compétence de(s) Gérant(s) ou, selon le cas, du Conseil de Gérance.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de leur choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'Gérant, gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un membre du Conseil de Gérance ou un Gérant (s'il y en a deux) a ou aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance ou l'autre Gérant et il ne pourra pas prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Gérant seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée, en cas d'Gérant unique par la signature individuelle, et en cas de pluralité d'Gérants par la signature conjointe de deux Gérants ou de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Responsabilité d'un Gérant. Un Gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Chaque Gérant n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est Gérant, gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou de ses filiales ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou de ses filiales en tant qu' Gérant, gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou jugé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre qu'Gérant, gérant ou fondé de pouvoir) de la Société ou de ses filiales.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui a été ou est Gérant, gérant, fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou de ses filiales, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou de ses filiale comme Gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou les filiales aient ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Toute abrogation, modification, avenant ou adoption d'une disposition en contradiction avec cet article 17, ainsi que dans la mesure où cela serait permis en vertu des dispositions légales en vigueur, toute modification du droit n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article 17 tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de tels abrogation, avenant, adoption ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 17 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un Gérant, gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 17 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels Gérants, gérants, directeurs ou autres fondés de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 17 seront des droits contractuels.

Art. 18. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif par décision de l'associé unique ou des associés.

Art. 19. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi ne sont pas applicables.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance aux associés. Dans ce cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Dans le cas où il y a plus d'un associé, les associés peuvent se réunir en assemblées générales conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation de(s) Gérant(s) ou, selon le cas, du Conseil de Gérance, du ou des commissaires aux comptes ou d'associés représentant la moitié (1/2) du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des associés, mais en son absence l'assemblée générale des associés désignera à la majorité des associés présents ou représentés à cette assemblée, un autre président pro tempore.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance.

Art. 20. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au(x) Gérant(s) ou, selon le cas, au Conseil de Gérance en vertu de La loi ou des Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 21. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Art. 22. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les Statuts ou dont l'adoption est soumise par les Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Sauf disposition contraire de la loi ou des Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant la moitié (1/2) du capital social.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 23. Procès-verbaux des assemblées générales. Le Secrétaire (s'il y en a un) sera responsable de la conservation des procès-verbaux des assemblées générales.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a un) ou par un Gérant.

Art. 24. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour d'octobre et finit le dernier jour de septembre.

Art. 25. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance dresse(nt) un inventaire des biens et des dettes et établit/établissent les comptes annuels conformément à la Loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé ainsi que son mandataire, peut demander une copie ou prendre au siège social communication de ces documents financiers.

Art. 26. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'associé unique ou les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il(s) peut/peuvent décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le(s) Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Art. 27. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Art. 28. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Souscription et Libération

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces le montant ci-après énoncés:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
European Properties S.à r.l.	€ 12.500,-	500	€ 12.500,-
TOTAL	€ 12.500,-	500	€ 12.500,-

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille trois cents euros (€ 1.300,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le dernier jour de septembre 2011.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide de fixer à trois (3) le nombre de Gérants et de nommer les personnes suivantes en qualité de Gérants pour une période indéterminée:

MR. TIMO HIRTE, né le 30 septembre 1976, à Ennigerloh, Allemagne, Gérant, ayant son adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

MS. AUDREY NANGLE, né le 22 novembre 1982, à Dublin, Irlande, Gérant, ayant son adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

MR. THORSTEN STEFFEN, né le 20 juillet 1973, à Wiesbaden, Allemagne, Gérant, ayant son adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2. Le siège social est fixé à 34, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Y. KHAYAT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 décembre 2010. Relation: LAC/2010/54808. Reçu soixante-quinze euros (75,-€)

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010163567/587.

(100189516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2010.

CFOLB Venture One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 88.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171094/10.

(100197732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

CFOLB Venture One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 88.347.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171095/10.

(100197734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

CFOLB Venture One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 88.347.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171096/10.

(100197735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

CFOLB Venture One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 88.347.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171097/10.

(100197739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Chinese King S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 204, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 30.790.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Chinese King S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010171098/11.

(100198263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

CIL Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5750 Frisange, 13, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 45.858.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171099/10.

(100198296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Heritage Centra Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Heritage Centra Investors S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010171207/13.

(100198043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Belgrave Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 157.271.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le huit décembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Banca del Ceresio S.A., une société anonyme constituée selon le droit suisse, ayant son siège social au Via Pretorio 13, 6900 Lugano, Suisse, enregistrée au Registre du Commerce du Canton Ticino, sous le numéro CH-514.3.000.167-2;

Ici représentée par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant au 15, Côte d'Eich, L1450 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 décembre 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (ci-après «les Statuts») comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale - Dénomination. Il est formé, entre la personne ci-avant désignée et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme (ci-après «la Société») sous la dénomination de "Belgrave Capital Luxembourg S.A.".

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations et de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et/ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers, en relation avec son objet principal.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée dans la commune de ce dernier par décision du conseil d'administration.

Au cas des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

De telles mesures temporaires ne changent en rien la nationalité de la Société.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'actions - Capital autorisé. Le capital social est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000), divisé en cinquante mille (50.000) actions, toutes ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10), entièrement libérées.

Les actions seront émises uniquement sous la forme nominative.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

Des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires. La cession d'actions nominatives devra être effectuée par une déclaration de cession inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par toute personne dûment mandatée à cet effet. Une cession pourra aussi être effectuée par le dépôt à la société du certificat d'actions nominatives, dûment endossé en faveur du cessionnaire.

Le capital autorisé de la Société est fixé à deux millions d'euros (EUR 2.000.000), représenté par deux cent mille (200.000) actions toutes ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10).

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq (5) ans prenant fin le 8 décembre 2015, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des apports en numéraire ou en espèce, par incorporation de réserves disponibles, de bénéfices reportés ou de primes d'émission dans le cas où l'assemblée ayant décidé ces reports, réserves ou primes l'a ait expressément prévu. Le conseil d'administration peut supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires. Il peut également déléguer à tout administrateur, ou fondé de pouvoirs, ou tout autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Conseil d'administration. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins qui sont nommés en qualité d'administrateur de catégorie A et d'administrateur de catégorie B.

Les administrateurs ne sont pas nécessairement actionnaires. Ils sont nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs rémunérations sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Modalités de réunion du conseil d'administration. Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres.

Le président préside toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence, le conseil d'administration pourra nommer un autre président pro tempore par vote à la majorité des présents à ces réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans la convocation.

Chaque administrateur peut agir à toute réunion du conseil d'administration en nommant un autre administrateur, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit, télécopie, télégramme, télex ou par téléphone.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B sont présents ou représentés à la réunion du conseil d'administration. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à ces réunions, avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie d'administrateurs.

Dans le cas où un administrateur ou de la Société pourrait avoir un intérêt personnel opposé dans une transaction de la Société, cet administrateur devra faire connaître au conseil d'administration son intérêt personnel et ne pourra délibérer ou voter une telle transaction, et le conseil d'administration devra rendre compte de l'intérêt de cet administrateur, à la prochaine assemblée des actionnaires sous la responsabilité du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration seront retranscrites dans un procès-verbal qui sera signé par le président de la réunion.

Les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration auront le même effet que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un ou plusieurs membres du conseil d'administration, qui seront appelé administrateur-délégués.

Art. 9. Signature. La Société est engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration.

Art. 10. Assemblées des actionnaires - Général. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, souhaitera une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société.

Le quorum et le temps requis par la loi sont applicables aux convocations et à la tenue des assemblées des actionnaires de la Société, sauf autrement prévu par les présents Statuts.

Chaque action ordinaire donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex.

Sauf stipulations contraires de la loi, les décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le conseil d'administration pourra déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires pour pouvoir participer aux assemblées.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation ni publication préalable.

Art. 11. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue dans la commune du siège social de la Société au lieu indiqué dans la convocation le troisième jeudi du mois de Mars à 14h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant.

Art. 12. Commissaires aux comptes. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 septembre de l'année suivante, à l'exception du premier exercice qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 30 septembre 2011.

Art. 13. Distribution des profits. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux actionnaires en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués sur décision du conseil d'administration, sous réserve des conditions prévues par la loi.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Souscription

Les Statuts ayant été ainsi arrêtés, l'entièreté du capital social représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune, ainsi que la prime d'émission s'élevant à cent quarante mille euros (EUR 140.000) ont été libérées en intégralité et émises à Banca del Ceresio S.A. au moyen d'un apport en nature de deux cent vingt cinq mille (225.000) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, représentant l'entièreté du capital social de la société Belgrave Capital Management Limited, une société à responsabilité limitée établie selon les lois du Royaume-Uni et du Pays de Galles, ayant son siège social au 13, Kensington Square, London W8 5HD, Royaume-Uni, inscrite à la Companies House sous le numéro 03105821.

La valeur totale de cet apport en nature, qui est déclarée être de six cent quarante mille euros (EUR 640.000), et dont l'estimation est acceptée par la Société, est sujette au rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant conformément à l'article 32-1 (5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, qui est établi par «Ernst & Young S.A.», ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duché du Luxembourg et dont le rapport conclut comme suit:

Conclusion:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 50,000 shares with a nominal value of EUR 10 each (total EUR 500,000), to be issued with total related share premium of EUR 140,000, hence total consideration amounting to EUR 640,000"

Ernst & Young S.A.

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:

Administrateur(s) de catégorie A:

- M. Mattia NOCERA, Directeur d'Investissement, né le 3 juillet 1960, à Milan, Italie, ayant son adresse personnelle au 86, Elm Park Road, London SW3 6AU, United Kingdom,
- M. Tiziano BRIANZA, Directeur de Banque, né le 9 février 1956, à Stabio, Suisse, ayant son adresse professionnelle au Via Pretorio 13, 6900 Lugano, Suisse.

Administrateur(s) de catégorie B:

- M. Sante JANNONI, Avocat, né le 25 mai 1964, à Milan, Italie, ayant son adresse professionnelle au 11 B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

3. Est appelé(e) aux fonctions de commissaire aux comptes:

- PricewaterhouseCoopers Sàrl, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 65.477.

4. Leur mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

5. Le siège social de la société est fixé au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue française, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Following the English translation of the previous text

In the year two thousand and ten, on the eighth of December,
Before us Me. Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Banca del Ceresio S.A., a joint stock company incorporated and existing under Swiss law, with registered office at Via Pretorio 13, 6900 Lugano, Switzerland, registered with the Registro di Commercio del Cantone Ticino (Switzerland), under number CH514.3.000.167-2,

here represented by Flora Gibert, clerck de notaire, residing at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy established on December 3, 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in his hereabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association (hereafter the «Articles») of a 'société anonyme':

Art. 1. Corporate form - Name. There is hereby established among the subscribers and all those, who may become owners of the shares hereafter issued a company (hereafter the «Company») in the form of a société anonyme under the name of "Belgrave Capital Luxembourg S.A.".

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. Corporate object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, in connection to its principal object.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-city.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

It may be transferred to any other address within the municipality of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolutions of the board of directors.

Art. 5. Capital - Shares - Shares certificates - Authorised capital. The share capital is set at five hundred thousand Euros (EUR 500,000) represented by fifty thousand (50,000) shares of ten Euros (EUR 10) each, fully paid up.

The shares shall be created only as registered shares.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares. Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholders. Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Transfer may also be effected by delivering the certificate representing the share to the Company, duly endorsed to the transferee.

The authorised capital of the Company is fixed at two millions Euros (EUR 2,000,000) to consist of two hundred thousand (200,000) shares with a par value of 10 Euros (EUR 10) each.

The board of directors is authorised, during a period of five years (5) ending on December 8, 2015, to increase from time to time the subscribed capital, within the limits of the authorised capital. These increases of capital may be subscribed and shares issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash, by incorporation of available reserves, profits carried forward or share premium if allowed by the general shareholders' meeting that decided the allocation to such reserves, profits carried forward and share premium. The board of directors may remove or limit the preferential subscription right of the existing shareholders. It may also delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

Each time the board of directors shall act to render effective an increase of the subscribed capital, the present article shall be considered as automatically amended.

The authorised and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in compliance with legal requirements. The Company may proceed to the repurchase of its own shares in compliance with legal requirements.

Art. 6. Board of directors. The Company is managed by a board of directors composed of at least three members who are appointed as director of category A or director of category B.

The directors need not to be shareholders. They are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. Procedures of meeting of the board. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the board of directors, but in his absence the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the convening notice.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, or telegram or telex another director as his proxy. The use of video conferencing equipment and conference call shall be allowed and the directors using this technology shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by phone. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax or telegram or telex or by telephone.

The board of directors can deliberate or act validly if at least one director of category A and one director of category B are present or represented at the meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting, with necessarily a simple majority in each category of directors.

In the event that any director of the Company has any adverse personal interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on such transaction and such director's interest therein shall be reported by the board of directors to the next succeeding meeting of shareholders subject to the responsibility of the board of directors. Decisions of the board of directors shall be documented in minutes to be executed by the chairman of the meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions taken during a board of directors' meeting.

Art. 8. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to one or more directors, who shall be called managing directors.

Art. 9. Binding signature. The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of a category A director and a category B director or by the sole signature of the managing director within the limits of the daily management or by the joint or sole signature of any person to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 10. Meetings of shareholders - General. The general meeting of shareholders shall have the widest powers to adopt or ratify any action relating to the Company. In particular, the general meetings of shareholders shall have competence in all matters where the board of directors, in its sole discretion, desires the formal approval of the general meeting of shareholders. If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

In case of a plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each ordinary share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held within the municipality of the company's registered office at the place specified in the convening notice on the third Thursday of March at 2 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Art. 12. Statutory auditor. The Company is supervised by one or more statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 13. Accounting year. The Company's accounting year starts on the 1st of October of each year and ends on the 30th of September of the following year, with the exception of the first year which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 30th of September 2011.

Art. 13. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

The board of directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Art. 15. Reference to the law. All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies as amended.

Subscription

The Articles having thus been established, the entire share capital represented by fifty thousand (50,000) shares of ten Euros (EUR 10) each, as well as the share premium amounting to one hundred forty thousand Euros (EUR 140,000), were issued on a fully paid in basis to Banca del Ceresio S.A., aforementioned, as initial subscriber, in consideration of a transfer by way of a contribution in kind of two hundred twenty five thousand (225,000) shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, representing the entire share capital of Belgrave Capital Luxembourg Limited, a private limited liability company organized under the laws of United Kingdom and Wales, with its registered office at 13, Kensington Square, London W8 5HD, United Kingdom, registered with the Companies House under number 03105821.

The total value of such contribution, which is declared to be of six hundred forty thousand Euros (EUR 640,000) and whose valuation is accepted by the Company, is subject to an independent auditor's report, in accordance with articles 32-1 (5) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended, established by "Ernst & Young S.A.", with registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, which report concludes as follows:

Conclusion

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 50,000 shares with a nominal value of EUR 10 each (total EUR 500,000), to be issued with total related share premium of EUR 140,000, hence total consideration amounting to EUR 640,000"

Ernst & Young S.A.

The said report, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500.-).

Extraordinary general meeting

The abovenamed persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.
2. The following are appointed directors:

Category A director(s):

- Mr. Mattia NOCERA, Investment Manager, born on July 3, 1960, in Milan, Italy, and having his personal address at 86, Elm Park Road, London SW3 6AU, United Kingdom,
- Mr. Tiziano BRIANZA, Bank Manager, born on February 9, 1956, in Stabio, Switzerland, and having his professional address at Via Pretorio 13, 6900 Lugano, Switzerland.

Category B director(s):

- Mr. Sante JANNONI, Lawyer, born on May 25, 1964, in Milan, Italy, and having his professional address at 11 B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Has been appointed statutory auditor:

- PricewaterhouseCoopers Sàrl, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, under number B65477.

4. Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders to be held in 2012.

5. The registered office of the Company is established at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows French states that on request of the person appearing, the present deed is worded in French followed by an English version; in case of discrepancies between the French and the English text, only the French version will be binding amongst parties.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the same signed together with the notary the present deed.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55681. Reçu soixante-quinze euros (75,-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010164476/396.

(100190771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

CL Equipements s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 103, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 54.212.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171100/10.

(100198286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

WM Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 363.139,18.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.146.

Le bilan au 31 décembre 2009 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2010171390/14.

(100197715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171108/9.

(100197777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171109/9.

(100197779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171110/9.

(100197782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171111/9.

(100197784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171112/9.

(100197787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Heritage Centra Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Heritage Centra Investors S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010171208/13.

(100198050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171113/9.

(100197788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171114/9.

(100197835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171115/9.

(100197843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Commercial & Industrial Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 53.728.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171116/9.

(100197844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

WM Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 363.139,18.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.146.

Le bilan au 31 décembre 2009 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2010171391/14.

(100197721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Global Foods S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1426 Luxembourg, 51, rue Henri Dunant.

R.C.S. Luxembourg B 147.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010171193/9.

(100198644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Comptoir Foncier de Holzem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 98.642.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171118/10.

(100198418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Copimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 134.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171120/10.

(100198401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

DAGON HOLDING Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 48.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171130/10.

(100197749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Eurofund Properties Corp. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 110.420.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Signature

L'administrateur-délégué

Référence de publication: 2011000227/14.

(100202794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Emresa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 55, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 90.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 22.12.2010. Signature.

Référence de publication: 2010171142/10.

(100197999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Ermesinde 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 93.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2010171145/10.

(100197659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Europäische Versicherungsbörse G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5834 Hesperange, 4, rue Jean-Pierre Hippert.
R.C.S. Luxembourg B 59.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2010171147/10.

(100198317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

EB Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 137.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2010171148/10.

(100198389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

WM Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 651.837,50.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 129.441.

Le bilan au 31 décembre 2008 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.
Pour la société
Signature
Un gérant

Référence de publication: 2010171392/14.

(100197724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Ellit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 118.394.

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171151/10.

(100197964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

ETI Electronique Tôlerie Intégration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4716 Pétange, 4, rue Bommert.
R.C.S. Luxembourg B 123.514.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010171153/11.

(100197949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Euro-Physics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 146.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171154/10.

(100197515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

European Rail Freight I S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 136.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Group Sàrl

Signatures

Domiciliataire

Référence de publication: 2010171157/12.

(100198173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fidiac s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8443 Steinfort, 12, Square Patton.
R.C.S. Luxembourg B 149.915.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010171167/11.

(100197963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Schaack - Floener, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7790 Bissen, 71, rue Charles-Frédéric Mersch.
R.C.S. Luxembourg B 16.032.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2010171350/9.
(100197588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Excellux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 100.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 22.12.2010. Signature.
Référence de publication: 2010171159/10.
(100198007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Forseti Acquisitions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 26, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 111.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 décembre 2010. Peter Diehl.
Référence de publication: 2010171162/10.
(100197601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Ferrange Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 29, place de Paris.
R.C.S. Luxembourg B 106.366.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2010. Signature.
Référence de publication: 2010171164/10.
(100198422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fibomi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 31.203.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.
Référence de publication: 2010171165/10.
(100197602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

WM Investments Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 651.837,50.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 129.441.

Le bilan au 31 décembre 2009 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.
Pour la société
Signature
Un gérant

Référence de publication: 2010171393/14.

(100197726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

FIDAL - Gestion & Conseils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1540 Luxembourg, 2, rue Benjamin Franklin.

R.C.S. Luxembourg B 114.410.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171166/10.

(100198277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 52.338.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171168/10.

(100198171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 59.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2010171172/11.

(100197449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Top Novelty Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.600.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Top Novelty Luxembourg Holding S.A.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Administrateur

Référence de publication: 2011001240/15.

(100203476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Fimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2010171173/11.

(100197450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

First Industrial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 10, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 13.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171183/10.

(100197502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2010171174/11.

(100197451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2010171175/11.

(100197452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Fimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 59.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Patrick ROCHAS
Administrateur

Référence de publication: 2010171176/11.

(100197453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.
